

## Editorial

Puisque « l'opinion publique n'existe que là où il n'y a pas d'idées », nous avons trouvé judicieux de nous mettre à l'œuvre. Car nous voilà en 2007, bientôt en avril. Et pour ne pas froisser Oscar Wilde, il a fallu cravacher.

Tout d'abord en trouvant le moyen de vous montrer qu'OpinionS n'est pas le reflet d'une couleur politique. Et par la même occasion, en vous faisant vivre les grandes questions qui animent et animeront la campagne en cours. C'est le rôle de la rubrique débat, qui voit maintenant s'affronter deux rédacteurs sur un même sujet.

Puis en s'intéressant à ce nouveau paysage que 2007 nous offre. Debré s'en va, Chirac s'apprête à laisser l'Élysée. Une femme au pouvoir ? Ou bien le fils d'un immigré ? Les choses changent et c'est le sujet de notre dossier du mois. Sans pour autant oublier le plan international. Lire le monde dans les yeux de ceux qui vivent plus intensément que les autres les grands conflits du moment, n'est-ce pas une façon d'avancer ?

Enfin, en vous touchant tous en changeant de formule. Vous envoyer le journal directement et gratuitement, c'est aussi le moyen que nous avons choisi pour lui offrir toujours plus de lecteur. Des idées ? En voilà donc... Libre à vous de les lire, elles n'engagent que leurs auteurs. Mais une chose est sûre, c'est qu'elles invitent au débat. Et c'est en ça que réside toute l'ambition d'OpinionS.

**La rédaction**

---

## SOMMAIRE

### **Opinions Contradictaires « Travailler plus pour gagner plus »**

[Page 2:](#) « Libérez les potentiels » par Jean VALFORT

[Page 3:](#) « Un Mirage » par Guillaume AUBERT

### **Opinions Contradictaires « Pour ou contre le mariage homosexuel? »**

[Page 5:](#) « Le mariage est l'union d'un homme et d'une femme » par Nadège DEDIEU

[Page 6:](#) « Traitement de défaveur » par Stéphanie DESNOGUES

### **OpinionS Présidentielles**

[Page 7:](#) « L'esthétisme et le rôle du politique » par Martin JAUNAIT

[Page 8:](#) « Les femmes au pouvoir » par Daphné VIALAN

[Page 9:](#) « Le bipartisme: salut du pouvoir politique ... » Par Gabriel de la Bourdonnaye

[Page 10:](#) « La dangereuse banalisation du FN » par Adrian CLEVENOT

[Page 11:](#) « Gauche anti-libérale et libéralisme, ... » par Charly MONTET

[Page 13:](#) « Le populisme en France: en progrès ou en recul? » par Lionel HENNION

### **Opinions Internationales**

[Page 14:](#) « La conférence de Téhéran: Bienvenue à Munich II » par Sébastien MEJEAN

[Page 15:](#) « The digital divide » par Jean-Nicolas REYT

[Page 16:](#) « Irak: Saddam Hussein » par Mia Bendgelloun

[Page 18:](#) « Democracy, compromise, and mediocrity » par Lelio LEMOINE

## « Travailler plus pour gagner plus »

### Libérez les potentiels

par Jean Valfort (E1)

Fut un temps où l'on pensait encore social. Lorsque le rapport de Villermé suggérait la réduction du temps de travail pour les enfants ou que, sous Blum, on s'intéressait un peu aux conditions de vie des travailleurs, les choses allaient dans le bon sens. Mais 81 est passé par là et aujourd'hui nous devons batailler avec l'idéologie plutôt qu'avec le progrès.

Qu'on s'attarde un peu sur la prétendue division du travail. Depuis Mitterrand on nous rabâche ce que la logique comptable pourrait approuver mais que les faits ont toujours trahi. Vous vouliez 430 000 emplois supplémentaires ? Vos 39 heures n'en ont donné que 40 000. Évidemment, ces chiffres n'ont pas suffi à madame Aubry qui persiste et signe. Et d'un grandiose résultat de 700 000 emplois escomptés grâce aux 35 heures, on tombe à 0 selon l'OCDE (l'INSEE étant plus indulgente avec un correct 350 000). L'inefficacité s'est donc alliée à la contrainte bornée dans un pays qui se veut pourtant berceau de la Liberté.

Entre temps, le coût de la main d'œuvre s'est apprécié de 14,3% et une augmentation notable des dépôts de bilan s'est faite ressentir dans un monde où la compétitivité ne cesse de croître. Domage, quand on sait que les travailleurs français sont parmi les plus productifs au monde... quand on regarde la productivité horaire. Et c'est pourquoi, lorsqu'on entend un Sarkozy dire des 35 heures que « c'est la seule idée qu'on n'a pas eu besoin de breveter, tout simplement parce que personne ne veut nous la piquer », on s'autorise un léger rictus complice.

Alors que faire ? Abroger les 35 heures ? Trop tard. Ceux qui ont retenu comme acquis leur jour de RTT mensuel ne le verraient pas de cet œil là. En revanche, il faudrait aider ceux qui en ont marre de voir les séjours à la mer s'afficher sur leurs tubes cathodiques sans pouvoir se les offrir ou encore ceux qui bavent devant la voiture neuve qu'ils ne pourront jamais se payer, faute de moyens. Car on nous explique qu'en plus de libérer de l'emploi, les 35 heures fabriquent du temps libre. J'ai alors envie de répondre : A quoi bon avoir du temps libre si on n'a pas assez d'argent pour accompagner ses enfants au parc ?

Or redonner de l'air aux entreprises, ces vecteurs de croissance trop souvent oubliés, se veut justement compatible avec l'argent que la droite voudrait aujourd'hui faire affluer dans le porte-monnaie de ceux qui en veulent. En commençant par autoriser les heures supplémentaires, en allant même jusqu'à exonérer les charges et les impôts sur ce même travail extraordinaire, on fait ainsi revivre cette liberté trop souvent bafouée de travailleurs qui considèrent la possibilité de s'épanouir dans leur travail plus importante que le nombre de jours de RTT.

Et la gauche de nous dire qu'elle n'y croit pas. Rivée sur ses idées rétrogrades que seul le génie socialiste français fait encore tonner, elle nous explique qu'on ne peut se permettre d'offrir plus d'argent encore (et Dieu sait si ils en gagnent beaucoup...) à ceux qui en gagnent déjà alors que d'autres ne savent pas encore de quoi demain sera fait, si ce n'est d'un pointage à l'ANPE... Oui mais messieurs, l'enfer est pavé de bonnes intentions. La théorie et la pratique vous donnent tort. Le partage du gâteau des heures travaillées ne fonctionne pas. 30% du travail à temps partiel est subi et est particulièrement sensible à la conjoncture. La répartition du chômage dans le pays n'est pas homogène. Bref, autant d'idées qui, comme le relate Olivier Marchand de l'INSEE, « vont à l'encontre de [ce qui] a justifié les 35 heures », à savoir le partage.

En revanche, les photographies de l'évolution économique des ménages jouent en votre défaveur. On ne cesse d'entendre la gauche expliquer que la société française se paupérise. Faux ! Comme le souligne madame Parisot, le PIB/habitant a été multiplié par deux au cours des trente dernières années. Par contre, lorsqu'on compare notre évolution à celle de nos proches voisins, le tableau est moins rose. En 1980, le PIB/habitant de la France représentait 81% de celui des Etats-Unis et 108% de celui du Royaume-Uni. Aujourd'hui, nous sommes respectivement à 73% et 93%.

Alors non, la France ne devient pas moins riche, elle devient moins riche que les autres. Quand la valeur travail a su être préservée ailleurs, nous n'avons su que nous refermer sur cette idée qui voudrait qu'on puisse créer de la richesse en ne mettant pas les mains à la pâte. Lorsqu'un candidat affirme aujourd'hui que ce n'est pas une fatalité et qu'il faut donner aux français les moyens de travailler plus pour gagner plus, ce n'est donc pas uniquement dans le but de satisfaire son ignoble envie de méritocratie. C'est aussi pour sortir la France de ce circuit infernal qu'est la débâcle économique gouvernée par l'idéologie.

Il faut aujourd'hui mettre à bas les inepties sur cette fausse bonne idée qu'est le partage du travail. On ne peut pas raisonnablement dire que travailler 35 heures par semaine pendant 40 ans suffira pour manger, s'offrir les bijoux de technologie que nos amis nippons font miroiter devant nos yeux, payer les études des enfants et mettre de côté pour découvrir, une fois à la retraite, ce monde qu'on ne voit aujourd'hui qu'en photos sur le net. Travailler plus pour gagner plus, donner les moyens à ceux qui le méritent de ne pas avoir à brider leur potentiel, c'est donc aujourd'hui mon choix. Espérons qu'il sera aussi bientôt celui de la France.

## « Travailler plus pour gagner plus »

### Un Mirage

par Guillaume Aubert (E2)

Un des thèmes majeurs de la campagne présidentielle sera celui du pouvoir d'achat. La proposition phare du programme présidentiel de l'UMP : l'exonération de l'impôt sur le revenu et des charges sociales pour les heures supplémentaires. La seule véritable solution pour gagner plus serait de travailler plus.

Travailler plus serait le seul moyen d'améliorer son pouvoir d'achat. Cette affirmation s'étaye sur une analyse discutable, une analyse suivant laquelle l'évolution des salaires serait principalement fonction de celle du volume d'heures travaillées. Les 35 heures étant seules responsables de la stagnation du pouvoir d'achat et à défaut de pouvoir les abroger, il conviendrait de poursuivre leur démantèlement en défiscalisant les heures supplémentaires, après avoir déjà considérablement élevé le plafond du contingent annuel d'heures supplémentaires autorisé.

Lier ainsi l'évolution du pouvoir d'achat à celle du temps de travail hebdomadaire, c'est soutenir une contrevérité historique. En effet, on observe une tendance séculaire à la diminution du temps de travail, ce qui n'a pas empêché le pouvoir d'achat de toutes les catégories de travailleurs d'augmenter. En réalité, le véritable moteur du mouvement de progression du pouvoir d'achat réside dans les gains de productivité en valeur : la valeur ajoutée d'une heure de travail est considérablement plus élevée aujourd'hui qu'il y a un siècle, et c'est ce phénomène qui explique la progression des salaires. Il est vrai que dans une économie de services, les gains de productivité ont tendance à ralentir fortement, mais dire que la seule solution pour lutter contre la stagnation (voire la diminution pour certaines catégories de travailleurs) du pouvoir d'achat est d'augmenter le volume d'heures travaillées reviendrait à considérer qu'un jour ou l'autre, le pouvoir d'achat atteindra un plafond. Les journées n'ont que 24 heures. Sous réserve d'efficacité, cette proposition s'inscrit dans une logique court-termiste puisque la seule solution de long terme réside dans la relance des gains de productivité.

Une telle proposition exonère, de plus, les entreprises de leur responsabilité. Même s'il est difficile de contraindre des entreprises, par ailleurs en bonne santé financière, à augmenter les salaires, est-il pour autant interdit d'insister sur la responsabilité sociale des entreprises ? Les entreprises jouent un rôle majeur dans les sociétés développées, et elles se doivent de faire bénéficier les salariés des fruits de la croissance. En particulier, peut-on proposer comme seule perspective d'avenir pour les travailleurs pauvres (qui cumulent déjà plusieurs emplois sans pouvoir vivre décemment) de faire des heures supplémentaires ? Il est nécessaire que les entreprises assument leur rôle dans la distribution des richesses. Si ce dernier point est moins déterminant que le ralentissement des gains de productivité, il est crucial que la politique salariale des entreprises soit à la hauteur des enjeux.

Voir dans la défiscalisation des heures sup' la panacée en matière de pouvoir d'achat, c'est aussi supposer que la majorité des entreprises vont y recourir. Les entreprises vont-elles effectivement y avoir recours ? Rien n'est moins sûr. Lors du passage aux 35 heures, les entreprises se sont réorganisées en conséquence, et les grandes entreprises en particulier n'ont désormais plus besoin d'heures sup' pour revenir aux 39 heures. Ajoutons que si les 35 heures ont eu pour effet de créer environ 300000 emplois à court terme, on ne peut que s'inquiéter de l'inévitable ralentissement des créations de postes à court terme (en particulier dans les petites entreprises) que va engendrer cette mesure, par le même mécanisme mais en sens inverse, qui va accroître un niveau de chômage déjà insupportable. Enfin, une telle mesure pourrait se révéler anticonstitutionnelle, car rompant le principe d'égalité devant l'impôt : toutes choses égales par ailleurs, ceux qui bénéficieraient de ces heures sup' défiscalisées payeraient autant d'impôts et de cotisations sociales que ceux qui n'en bénéficieraient pas, tout en gagnant davantage.

Cette proposition, qui s'inscrit dans une logique de court terme, est de plus déresponsabilisante pour les entreprises et aura une portée très limitée (au prix, une fois encore, d'exonérations de cotisations sociales), à considérer qu'elle ne soit pas tout simplement censurée par le Conseil constitutionnel. Puisque ce sont essentiellement les gains de productivité qui déterminent l'évolution des salaires, il serait bien plus pertinent d'investir massivement dans les pôles de compétitivité, qui permettront de créer des emplois dans des secteurs innovants à forte valeur ajoutée. Cette politique permettrait d'agir en faveur d'une relance des gains de productivité, et donc d'une véritable relance du pouvoir d'achat.

## « Pour ou contre le mariage homosexuel »

### **Le mariage est l'union entre un homme et une femme**

par Nadège DEDIEU (E2)

Le mariage est l' « acte solennel par lequel un homme et une femme établissent entre eux une union dont les conditions, les effets et la dissolution sont régis par les dispositions juridiques en vigueur dans leur pays \_ dans le cas de la France, par le Code civil \_ par les lois religieuses ou par la coutume ». Telle est la définition du mariage donné par le Larousse 1998. Incontestablement, moins de dix ans plus tard, celle-ci n'est plus valable partout dans le monde. Entre 2001 et 2006, les Pays-Bas, la Belgique, l'Etat du Massachusetts, le Canada, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Afrique du Sud ont autorisé les couples homosexuels à se marier, au même titre que les hétérosexuels. La conception du mariage a-t-elle pour autant changé dans les esprits ? J'en doute. Le mariage reste, dans l'imaginaire collectif, une union hétérosexuelle, et cette conception est véhiculée par la littérature, le cinéma et tout ce qui fait notre culture.

Le mariage est une institution millénaire de nos sociétés. Alors que les homosexuels ont gagné, ces dernières décennies, le droit de vivre leur idylle au grand jour, l'on comprend aisément qu'ils veuillent franchir ce nouveau cap. Au-delà de la démonstration d'amour à l'autre qu'il représente, le mariage est une manière de montrer à tous son attachement à une autre personne. Et le PACS, seul type d'union dont disposent pour l'heure en France les couples homosexuels, dans sa forme actuelle, ne satisfait pas à ces exigences. Dénué de cérémonial, ce Pacte n'est finalement qu'une signature entre deux contractants, ne donnant que des droits limités et bien restreints par rapport à ceux qu'accorde le mariage, notamment en matière d'imposition et de succession. Aisé à contracter et à rompre, le PACS a été victime de nombreux abus, comme, par exemple, pour l'obtention de mutations au sein de la fonction publique. Les couples homosexuels chercheraient-ils autant à se marier si le PACS avait tenu ses promesses ?

Les couples mariés accèdent plus facilement à l'adoption que les célibataires ou couples Pacsés. Or, quel spécialiste est aujourd'hui en mesure d'affirmer qu'un enfant élevé par un couple homosexuel aura un développement psychologique normal ? Le phénomène est trop récent pour avoir pu être analysé et personne ne peut dire pour l'instant comment un tel enfant va réaliser son Œdipe ou quels repères il va utiliser pour concevoir et développer sa propre sexualité. Trop de questions restent encore sans réponse pour se permettre de foncer tête baissée dans l'inconnu.

Malgré les diverses avancées des homosexuels en matière de reconnaissance, de libertés et de droits, notre société n'est pas prête à ce que l'on touche à son institution du mariage et ce, quoiqu'en disent certains politiques. La question des droits moindres alloués aux homosexuels peut en revanche être résolue. Il n'est pas trop tard pour faire du PACS une union accordant aux contractants des droits équivalents à ceux de mariés, sauf en matière d'adoption, une union où engagement et désengagement ne sont pas synonymes d'une simple signature, une union limitée aux seuls homosexuels pour éviter dérives et abus, qui nuisent à son image. Le mariage, quant à lui, se doit de rester tel qu'il est aujourd'hui et est depuis des millénaires.

## « Pour ou contre le mariage homosexuel »

### Traitement de Défaveur

par Stéphanie DESNOGUES (E2)

Le Pacs laisse penser à la population que la communauté homosexuelle est satisfaite et occulte le débat sur l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Pourtant, l'engouement des hétérosexuels pour le Pacs atteste que ce n'est manifestement pas un équivalent du mariage (ils représentaient 60% des pacés en 2006 et on comptait 21 Pacs pour 100 mariages). D'autre part, au sein du Pacs, les couples homosexuels n'ont pas les mêmes droits que les hétérosexuels puisque, malgré la réprobation par la loi française des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle, une déclaration de Pacs homosexuel retire le droit à l'adoption auquel les partenaires ont droit tant qu'ils restent légalement célibataires. Il semblerait donc que le Pacs constitue plutôt un facteur de blocage pour la question du mariage homosexuel.

Les réticences vis-à-vis du mariage homosexuel viennent en général de son corollaire, l'adoption, mise à l'épreuve du symbolique et structurant "ils se marièrent et eurent beaucoup d'enfants". On invoque souvent le modèle père/mère comme fondement de l'équilibre psychologique des enfants. Or, familles monoparentales et recomposées sont les réalités vers lesquelles notre société a évolué, les nouvelles normes d'aujourd'hui. La stabilité des enfants n'en a pas moins été assurée par leur environnement général, composé de personnes des deux sexes, le foyer n'étant pas leur seul lieu de socialisation. D'ailleurs, les études empiriques à grande échelle réalisées en Australie, en Angleterre et aux Etats-Unis viennent corroborer l'absence de différences majeures entre les familles dont le couple est homosexuel ou hétérosexuel : elles engendrent en moyenne le même nombre d'enfants homosexuels. Le mariage homosexuel n'est donc pas une remise en cause du modèle dominant.

Nombreux sont ceux qui évoquent la Nature pour justifier l'interdiction aux couples homosexuels d'avoir des enfants. Pourtant, "l'Ordre Naturel" n'a jamais rendu les homosexuels stériles, c'est donc uniquement notre société qui empêche légalement les couples de devenir parents. Notre société souffre d'ailleurs d'un vide juridique tragique face à la complexité des situations de fait. Ainsi, dans un couple homosexuel, lorsque le parent biologique d'un enfant meurt, l'enfant pourra être envoyé à la DASS car le conjoint est interdit d'adoption. Et si le mariage avait pour but la procréation, nous serions alors contraints à rester cohérents et ne pas laisser se marier les personnes stériles et ménopausées. Mais en lieu de Vérités irréfutables, nous devons admettre que la seule raison qui empêche les homosexuels de procréer légalement est un choix de notre société : une interdiction contestable.

Pour tout ce qui touche à la permissivité et à l'acceptation de l'autre, le fossé qui sépare les générations les plus jeunes des plus âgées empêche des évolutions rapides de notre société. Or, c'est le devoir d'un gouvernement, par l'intermédiaire de la loi, d'amener sa société à évoluer dans le sens du respect de la différence et la non discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Des avancées sociales majeures ont ainsi été impulsées par les pouvoirs publics en France, sans attendre que la population ne se soit encore accordée sur le sujet : droit de vote des femmes en 1945, avortement en 1975, peine de mort en 1981... Aujourd'hui, 30% des suicides de jeunes en France sont liés à l'orientation sexuelle (le suicide étant la 1ère cause de mortalité chez les 25-34 ans et la 2ème chez les 15-24 ans). Comment ne pas vouloir orienter notre pays vers l'ouverture et la tolérance, suivant ainsi l'exemple, entre autres, de l'Afrique du Sud et de l'Espagne? Les élections sont un choix d'orientation pour la France, c'est pourquoi j'encourage notamment l'engagement en faveur du mariage homosexuel. N'oublions pas que banaliser l'homosexualité, c'est mieux faire disparaître l'homophobie.

## L'esthétisme et le rôle du politique

par Martin JAUNAIT (E1)

Au moment où bat son plein la campagne présidentielle 2007 en France jamais ne s'est posée avec autant d'acuité la question de la définition du rôle du politique dans la démocratie. Nombreux sont et ont été les slogans qui prétendent répondre à une telle question. D'un « Changer la vie » devenu le leitmotiv de toute une classe politique, en passant par la force tranquille devenu la « rupture tranquille », ces slogans à valeur de lignes directrices ont forgé la conviction que le politique pouvait et se devait de changer les choses. L'idéalisme politique, qui a fait preuve d'une constance surprenante au XXème siècle, ne se dément pas et demeure l'apanage de la pensée politique au XXIème siècle. Pourtant cet idéalisme reste discret car teinté d'un horizon, qui le dépasse lui-même sans pour autant entrer en contradiction avec lui, celui de l'utilitarisme et du pragmatisme. L'intérêt est partout : on n'attend plus du politique la gestion du bien commun ni même une certaine représentation dans l'espace démocratique mais plutôt une prise en charge des intérêts de chaque citoyens, qui regroupés dans des agrégats déterminés par des constantes sociologiques, sont renvoyés dos à dos par des intérêts contradictoires.

Voilà comment l'intérêt des particularismes, par un grand retournement historique, a fait succomber l'intérêt général. Aussi est-il temps de sortir de cette logique d'intérêt qui n'a pour effet que d'éclater chaque fois plus le corps social en une multitude de groupuscules artificiellement opposés. Proposons un nouvel horizon pour redéfinir le rôle du politique : l'esthétique. La représentation est en effet au cœur du rôle du politique. Si elle comprend une dimension instrumentale forte, qui place l'intérêt au centre de son mécanisme, elle est aussi largement fondée sur la réalité axiologique dont fait partie l'esthétique. Aussi le corps des citoyens, dans son ensemble, ne vote pas simplement au regard de l'intérêt que prendrait en compte la classe politique qui le représente ; il vote pour des représentants qui lui apparaissent en conformité avec des valeurs qui l'anime. Ces valeurs et cette conformité sont d'essence esthétique car elles touchent à une réalité qui ne peut simplement être évoquée en des termes mettant en jeu l'intérêt. La liberté et l'égalité sont des valeurs esthétiques dans le sens où elles renvoient au plus profond de notre être ; aussi restent-elles difficilement accessibles à la raison car trop souvent celle-ci est limitée à sa dimension instrumentale qui occulte la pluralité même de l'être.

D'autre part, une formule telle que « insuffler la confiance » dont chacun s'accorde à dire qu'elle est au cœur du rôle du politique, met en jeu encore une fois l'esthétique. L'adhésion et l'engouement suscités par des grandes figures politiques, telles que le Général De Gaulle, Jaurès, Kennedy, Gandhi etc... qui appartiennent encore largement aujourd'hui au référentiel commun, est d'essence esthétique : leur conduite, leur action qui en leur temps ont su « insuffler la confiance » se sont largement inscrites dans la dimension esthétique. Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal tracent chaque jour, par leurs innombrables sorties médiatiques, les contours de cette aventure esthétique. Face aux désillusions dont souffre aujourd'hui l'ensemble du corps social, ils s'efforcent non plus de convaincre mais de persuader : ils s'attachent à plaire et à séduire afin de susciter l'adhésion. Telle est la véritable rupture avec la morosité des campagnes électorales des vingt dernières années qui ont vu les français se détourner de la politique : rétablir la primauté de l'esthétique sur l'utilitarisme. L'enfermement constant dans lequel s'est cantonnée la classe politique, dans son ensemble, avec les batailles de chiffres, qui scelle d'ailleurs une splendide intrusion de la donne économique dans le politique, s'est avéré être une impasse. Pourtant beaucoup d'hommes et de femmes politiques continuent à s'enfermer dans ce rôle de spécialiste espérant susciter l'adhésion en maniant avec dextérité les tenant et aboutissant d'une pléthore de dossiers et problématiques. Or le politique n'est pas un spécialiste de la res publica, il est en le représentant et le gardien. Son rôle se limite à définir les contours et l'horizon de la chose publique, et non à déterminer son articulation dans l'espace public et légal ni même sa transcription en droit positif.

Il choisit de privilégier certaines valeurs sur d'autres et laisse aux spécialistes (juristes, législateurs, magistrats, économistes...) le soin de transcrire ses choix, d'essence esthétique, en des propositions positives. Peut-être, tout au plus, se garde-t-il un droit de regard sur la conformité des propositions émises par les spécialistes aux horizons qu'il a préalablement définis. Certes, on opposera à ces propos que la connaissance de la res publica reste le prédicat de l'action politique : la tradition philosophique et Platon en particulier dans l'Alcibiade, s'est fait maître de tels propos. Pourtant cette connaissance, qui s'acquiert en politique principalement au contact de l'expérience, ne peut reposer que sur un substrat de valeurs qui donne sens à ce savoir et à l'action politique. Aussi encore une fois, cette connaissance est d'essence esthétique et ne peut se prévaloir de quelconques procédés mécanistes et systématiques.

Ainsi, si chacun reconnaît l'extrême importance d'étudier avec une minutie certaine l'ensemble des propositions des candidats à l'élection présidentielle, peut-être ne faut-il pas oublier de prendre en compte d'autres clés de lecture telle que l'esthétique. Le politique se définit principalement par sa capacité à incarner et représenter des valeurs face auxquelles tout un chacun est plus ou moins sensible. C'est dans le comportement, l'action des différents candidats que l'électeur peut déceler les attributs de celui ou celle à même de mieux le représenter. On ne vote pas simplement pour des idées, on vote aussi pour une personne, un destin.

## Les femmes au pouvoir

par Daphné VIALAN (E2)

Nous assistons aujourd'hui à une période exceptionnelle. Pour la première fois (dans l'ère moderne), des femmes s'engagent sur le terrain politique.

Le mot femme a une racine indo-européenne. Femme signifie à l'origine « qui est sucée, qui allaite ». Alors que homme vient du latin « homo » : être humain. Suivant cette étymologie, une femme serait avant tout un membre de la famille, une mère, une nourricière, alors qu'un homme serait le summum de notre représentation de l'humain. Cette étymologie soulève également la question de la femme-célibataire, une métonymie. L'homme représenterait l'humanité, l'universalité, et la femme la famille et l'intime. Mais alors comment les femmes pourraient-elles faire de la politique ? On peut en revanche penser qu'il est un peu présomptueux de la part des hommes de prétendre à l'universalité sans consulter les femmes.... Mais alors que nous apprend cette étymologie sur notre présent ? Peut-on penser que notre inconscient collectif est marqué par ces étymologies archaïques ?

C'est pourtant ce que l'actualité pousse à croire. Condoleeza Rice est attaquée au Congrès en raison de son célibat. Ségolène Royal diffuse des vœux sur Internet où elle est chez elle dans un décor très familial. Tout paraît comme si la vie privée des femmes était publique, et constitutive de leur être (et on revient à l'étymologie...). Alors que l'homme a une vie publique, sur laquelle le public le juge. Et, accessoirement, une vie privée, comme le montre l'exemple de Mitterrand.

Comment alors, agir en prenant en compte cet état de fait ? Faut-il le combattre ? Faut-il changer les mots pour changer les choses ? Je ne pense pas. Est-il scandaleux que les femmes soient jugées sur leur environnement privé, familial, et leurs qualités de mère par exemple, alors que les hommes ne le seraient pas ? Ou est-il important que les qualités « familiales » reviennent sur le devant de la scène et aient leur place dans le débat politique, pour les femmes, comme pour les hommes ? Si l'on reprend Aristote, la famille est le noyau de toute vie sociale. Il est le cœur de la société. Faut-il alors transposer ce modèle jusque dans le gouvernement de notre société ? Sans abolir la démocratie, le parlement et tous les grands principes de notre vie politique, un gouvernement bicéphale est-il envisageable ?

En conclusion, beaucoup de questions auxquelles je pense que seule l'action pourra apporter des réponses. Seul le spectacle du monde qui se forme permettra de donner des éléments de réponse à ces questions.

## Le bipartisme: salut du débat politique français?

par Gabriel de la Bourdonnaye (MS DAIM)

A la vue du nombre de candidats déjà déclarés pour la présidentielle, on ne peut qu'être consterné par l'éclatement des mouvements politiques en France. Car à côté des deux voire trois grands partis traditionnels (UMP, PS, UDF), fourmille une nébuleuse de groupements aux opinions plus ou moins extrêmes, aux programmes plus ou moins définis. Pourquoi, depuis la IV<sup>ème</sup> République, la France est-elle abonnée à l'éclatement politique ? La question mérite d'autant plus d'être posée à l'heure où on réfléchit à une réforme du Parlement qui viserait à lui donner davantage de prérogatives. On se demandera en effet si la faiblesse du parlement ne provient pas moins d'un manque de prérogatives que d'une incapacité à s'exprimer clairement. Et pour cause : avec huit partis représentés en face de lui, le Président de l'Assemblée Nationale a bien souvent le rôle d'un surveillant de cour de récréation. Dès lors, une réforme de la politique en France devrait-elle passer par l'institutionnalisation du bipartisme à l'image de ce qui fonctionne en Grande Bretagne et aux Etats-Unis ?

Le bipartisme s'inscrit en effet dans le cadre général de la démocratie pluraliste et libérale et on considère qu'il en facilite considérablement l'exercice. Il présente plusieurs avantages.

En ce qui concerne les élections, il offre au peuple un choix clair et suffisant. Généralement, l'un des partis incarne un certain conservatisme, l'attachement à l'ordre et à la tradition, (l'UMP ferait l'affaire) cependant que l'autre s'affirme partisan du progrès, orienté vers l'évolution et le mouvement (le PS se reconnaîtra) : ce sont là deux constantes de l'esprit humain entre lesquelles l'électeur peut se prononcer en toute connaissance de cause. Mais force est de constater qu'aujourd'hui en France, cet état des choses est très loin d'être atteint. L'éclatement, pour ne pas dire multiplication, des partis, particulièrement à gauche, est très loin de permettre une gestion efficace du pays car les mêmes positions sont souvent défendues par plusieurs partis, dans une cacophonie générale. Pour s'en convaincre, il suffira de regarder l'extrême gauche de notre pays qui, représentée par le Parti communiste, Lutte ouvrière, la Ligue communiste révolutionnaire, peut certainement se targuer d'essayer de faire (l'extrême gauche plurielle) ce qu'aucun parti n'est arrivé à faire dans aucun autre pays.

Le bipartisme présente aussi d'autres caractères qui contribuent à en faire un phénomène original. D'une part il ne s'improvise pas et, lorsqu'il existe, il tend naturellement à se perpétuer : c'est le cas en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis où le bipartisme plonge ses racines dans le passé national et où les tiers partis non guère de chance de succès. Il suffira de citer à cet égard le parti libéral anglais qui malgré son association avec le parti social démocrate en 1983, 1987 et 1992 a toujours fait figure de force d'appoint. D'autre part, le bipartisme suppose l'accord des deux partis sur les données fondamentales du régime. En effet il implique la libre alternance au pouvoir, en fonction des élections, des deux partis en compétition. Il ne peut donc fonctionner normalement que si on est assuré que l'un d'eux ne profitera pas d'une période d'exercice du pouvoir pour changer de régime. A cet égard, le lecteur sera rassuré d'apprendre que les statuts de la LCR fixe comme objectif de l'organisation de réaliser « la révolution prolétarienne ».

Le salut du débat politique français réside donc assurément dans l'établissement d'un scrutin favorisant le bipartisme. Mais pour qu'une telle réforme porte ses fruits, il faudra un bipartisme qui s'assume, un choix politique clair, une volonté d'aller dans ce sens. L'écueil serait de tendre vers un bipartisme créé par une manipulation des médias (comme ce que dénonce aujourd'hui F.Bayrou) ou un bipartisme atteint par des pressions politiques pour évincer les petits partis (pression sur les maires qui accordent les parrainages). Cela ne devra toutefois pas se faire par une bipolarisation uniforme des opinions : des courants de pensée différents devront pouvoir se développer au sein de chaque parti, à l'image de la tendance gaulliste au sein de l'UMP. A cette condition seulement le parlementarisme français pourra gagner en clarté et en efficacité sans perdre en démocratie.

## La dangereuse banalisation du FN

par Adrian CLEVENOT (E2)

Jean Marie Le Pen n'a jamais été crédité d'aussi bons sondages que lors de la campagne des présidentielles 2007. En fait les idées du Front nationales, troisième parti de France (1), se banalisent dans l'opinion publique française. Ainsi, en termes quantitatifs, lors de l'été 2006 sa cote de popularité était de 18% alors qu'en 2001, à un an des présidentielles où il a figuré au second tour, cette cote oscillait entre 6 et 8%. De plus, en termes qualitatifs, ce sont les réponses aux enquêtes d'opinions qui sont les plus significatives. Un sondage de l'institut TNS-Sofres sur « l'image du Front national dans l'opinion », réalisé pour Le Monde et RTL après la crise des banlieues, montre que de moins en moins de Français rejettent les positions de Jean-Marie Le Pen sur les grands problèmes. Par exemple, ils ne sont plus que 39 % à les trouver « inacceptables » en 2005, soit 5 points de moins qu'en 2004 et 9 de moins qu'en 1997. Comment en est-on arrivé là ? Comment expliquer cette « lame de fond » qui traverse l'opinion ? Et surtout comment l'interpréter ?

### Une entreprise de communication

Toute explication politique doit se diviser en deux parties qui sont en fait indissociables. D'une part, l'aspect superficiel ou « marketing » d'une campagne politique. Le but de Marine Le Pen est par exemple de « dédramatiser » le FN, d'en faire un parti de gouvernement respectable et qui puisse être invité sans problèmes dans les médias. Une femme, le sourire, aucun dérapages : tous ces aspects visent à donner un cachet de respectabilité au parti d'extrême droite. D'ailleurs cette stratégie est gagnante, car malgré la rengaine usuelle selon laquelle le FN serait privé d'interviews et de plateaux de télévision, les journalistes se battent pour inviter la directrice de la stratégie du FN.

Nous pourrions citer d'autres éléments plus subtils comme le nouveau design de la flamme du FN, plus moderne et souple. Ou encore la communication de Jean Marie Le Pen qui se pose comme un grand père rassurant. Enfin, les affiches de campagne dont une mettait en scène une femme métisse, avec toujours le slogan expliquant que le FN n'est ni de droite ni de gauche... Mais le deuxième volet d'une explication politique doit s'attarder sur les thèmes de campagne, sur le fond, c'est-à-dire les éléments plus profonds qui seront ensuite mis en avant grâce à une communication ingénieuse.

### Au-delà de la forme, les mêmes thèmes paradoxalement peu critiqués

Le diagnostic usuel d'un vote pour le FN qui serait un vote de protestation est insuffisant. Penser cela, c'est éluder les vrais problèmes. Pour nombre d'électeurs, voter pour le FN aujourd'hui ce n'est pas seulement exprimer un ras-le-bol ponctuel. C'est malheureusement un accord plus profond avec un certain nombre de prises de positions de ce parti. Il faut donc aller chercher plus loin.

C'est d'abord l'absence de réel débat sur ses idées. Bien que ce soit pour le FN un argument pour être anti-système, les médias ne traitent pas du fond c'est-à-dire ne relèvent qu'exceptionnellement les points polémiques du programme de ce parti. On reste sur une pseudo « diabolisation » de ce parti mais on n'explique pas aux électeurs qu'est ce qui pourrait poser problème. Il est légitime de soulever quelques points du programme du FN : la remise en question du droit pour l'avortement, la remise en cause de l'abolition de la peine de mort, la suppression de l'impôt sur le revenu, l'enseignement du « Beau » et de la « Morale », et l'application de la préférence nationale à tous les niveaux (logement, emploi ...).

C'est donc ensuite le débat sur la préférence nationale. Moins de ressources (dette publique, déficits budgétaires), toujours autant de demande de social. Arithmétiquement, cela signifie que la question de la redistribution de ce « social » se pose nécessairement. En clair, dans les débats politiques apparaît l'idée de réserver certains droits sociaux aux français, et d'en écarter les étrangers résidant en France.

Au FN, cela donne le conditionnement des allocations à la nationalité. A l'UMP, la proposition de Nicolas Sarkozy de réserver le droit au logement opposable (2) aux seuls français. Au PS, il n'y a pas encore de proposition allant en ce sens, mais pour combien de temps ?

La préférence nationale est un thème qui va compter dans les débats politiques à venir. Les partis devront se situer par rapport à lui. C'est en fait un débat autour de l'identité nationale, de ce que signifie le fait d'être français, de la répartition des droits et des devoirs pour les citoyens. Si les partis républicains ne saisissent pas ces questions à bras le corps, ils laisseront au FN un boulevard pour séduire les électeurs, qui pourrait avoir le monopole de la question.

*(1) Selon les types d'élections, le Front national représente entre 11 et 18 % de l'électorat français au niveau national, dépassant 30 % dans certaines villes et régions, depuis de nombreuses années.*

*(2) Droit au logement opposable : droit ouvrant la possibilité à toute personne privée de logement de saisir les tribunaux à l'encontre des pouvoirs publics.*

## Gauche antilibérale et libéralisme : une contradiction dans les termes?

par Charly MONTET (E1)

Chaque époque obéit à un principe. Succédant aux illusions marxistes sur la fin de l'Histoire et au triomphe de la démocratie de marché, le XXIème siècle est placé sous le signe d'une tension entre la visée universelle de la mondialisation et des logiques identitaires en réaction. La sempiternelle lutte entre capitalisme et communisme est devenue obsolète. Elle est déjà d'un autre temps. En France, le parti communiste a perdu même jusqu'à sa fonction tribunicienne, si bien qu'aujourd'hui, être « communiste » est devenu ringard. D'ailleurs même au sein de l'appareil du parti, le mot est presque à proscrire : on préfère parler d'une « gauche populaire et antilibérale ». Voilà le cœur du propos : ce combat antilibéral, dont le PCF n'a pas le monopole, n'est pas seulement une impasse politique. Il est avant tout une impasse intellectuelle.

Alors que l'hostilité au libéralisme qui tend, en France, à se faire passer pour l'attitude morale par défaut et exprime une forme de bien-pensance de plus en plus répandue, et que « libéral » est aujourd'hui une insulte, il est urgent de se souvenir que les mots ont un sens. D'ailleurs, n'est-il pas étonnant de voir que dans les pays anglo-saxons, le mot liberal veuille dire « démocrate » et qu'il désigne la gauche de l'échiquier ? Chercher à salir le libéralisme ne sert ni à comprendre le monde contemporain, ni à agir sur lui. L'ennemi de la gauche antilibérale n'est pas le libéralisme, mais une forme redoutable de capitalisme, prédatrice et lourde d'instabilité. Ce n'est pas la même chose. C'est du libéralisme qu'est née cette forme pathologique de l'ultralibéralisme, personne n'en doute, mais c'est aussi du libéralisme que sont issus les meilleurs outils pour le combattre. Les attaques contre le libéralisme découlent des incertitudes qui entourent sa définition. Pour éviter les erreurs d'interprétations, les impasses politiques, il faut comprendre la pensée libérale dans sa genèse et cerner ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas.

Elle a d'abord été une doctrine européenne révolutionnaire au XVIII<sup>ème</sup> siècle avec Hobbes et Locke : affirmer les droits et les libertés fondamentales des individus, c'est affirmer que la libération, plus que la liberté, est au cœur du programme libéral. Libérer l'homme du despotisme religieux et de toute domination, c'était affirmer que la souveraineté politique réside dans le peuple libre et éclairé. Quand John Milton se bat pour la liberté de publier, il est libéral. La révolution française, dans sa première phase fut résolument libérale. Décidemment, le libéralisme n'en finit pas d'être révolutionnaire et populaire.

Contre les caricatures, il faut rappeler que l'amélioration de l'état social est une conséquence naturelle de la pensée libérale. Elle ne consiste pas à laisser aller le monde tel qu'il est sans aucune norme, pour peu que la possibilité de faire des affaires soit assurée. Des libéraux conséquents comme Raymond Aron ou John Rawls ne réduisent pas la liberté au laisser-faire, mais la comprennent comme la préservation pour chacun des conditions d'un véritable agir dont ils souhaitent la diffusion dans toute la société. Ainsi, il devient nécessaire d'agir sur la réalité sociale pour que la capacité pour chacun d'être autonome soit accrue. Il n'y a pas dans la pensée libérale de dogmatisme ni de sacralisation de la liberté du type «interdiction d'interdire», ce qui serait une conception négative de celle-ci et qui interdirait toute action de régulation de l'ordre social. Il s'agit au contraire d'une «capacité de faire» que l'Etat doit assurer pour chacun. Il existe un social-libéralisme qui ne dévoie en rien les principes fondamentaux de la pensée libérale, mais qui tient plutôt à la plasticité du concept.

On pourrait nous objecter que le libéralisme se décline sous deux aspects (politique et économique) et que la gauche antilibérale critique plutôt le deuxième volet. La réponse serait qu'il est impossible de scinder de façon hémiplogique le libéralisme. Qui touche l'un, touche l'autre. Smith, père fondateur du libéralisme économique a écrit que «le gouvernement civil est institué pour défendre les pauvres contre les riches». Nous voyons ici que des notions économiques (les riches, les pauvres) et politiques (le gouvernement civil) sont interdépendantes dans la pensée libérale. Pour Smith encore, le marché est même le pendant de la démocratie : il repose sur la liberté de chacun. La concurrence, à ses yeux, doit empêcher que le marché évolue vers des situations de monopole. Les antilibéraux se trompent lorsqu'ils s'égosillent à dénoncer le lien vicieux entre libéralisme et situation monopolistique d'où certains tirent grassement de nombreux avantages : ils montrent le lien entre capitalisme et monopole. Ici le libéralisme est pris pour ce qu'il n'est pas : le capitalisme. Au contraire le projet libéral s'oppose à toute forme d'intérêt dominant : Louis XVI, que les idées libérales ont tué, n'était rien d'autre qu'un monopole du pouvoir.

Soyons clair : il ne s'agit pas de dire que les critiques contre une forme de capitalisme lourde d'instabilités sont infondées. Pour bien des raisons elles le sont et les libéraux furent les premiers à reconnaître les limites du marché. Mais il faut réaffirmer que ces critiques se trompent quand elles incriminent directement le libéralisme et qu'elles lui prêtent des propriétés à tort. « La jungle libérale », dépourvue de toute dimension sociale et normative est par exemple une pure chimère. Même dans la pensée hayékienne, une des formes les plus poussées du libéralisme, l'ordre spontané doit précisément permettre l'émergence de normes régulant les rapports humains : qui possède quoi ? Qui fait quoi ? Hayek pense simplement que c'est le marché qui produit spontanément ces normes. Il ne les nie pas. Le retour aux textes fondateurs de la pensée libérale ne peut qu'encourager cette chasse aux fantômes et aux abus de langages. Quand à la gauche antilibérale, sans abandonner ses critiques contre les excès du capitalisme, elle pourrait reconnaître que le libéralisme est avant tout une doctrine de l'émancipation et du progrès social. Elle y gagnerait à coup sûr en crédibilité politique et en initiative intellectuelle.

## Le populisme en France: en progrès ou en recul? par Lionel HENNION (E1)

En vue de la présidentielle au printemps prochain, j'ai voulu comprendre si le niveau des débats était normal, ou si, à l'instar des débats souvent très fins aux Etats-Unis, nous embrassons le populisme à bras ouverts.

On peut tout d'abord faire le constat de la normalisation des méthodes et des discours de Le Pen dans le paysage politique français, du désir manifeste des électeurs d'un renouvellement des méthodes et des idées politiques, que l'ascension assez inattendue et finalement très solide de Ségolène Royal rend plus visible, celui la marginalisation essentiellement médiatique de François Bayrou, et enfin des techniques de Nicolas Sarkozy pour occuper le centre des débats. Tout ceci montre bien que quelque chose a changé.

« Être populaire, c'est vouloir être à l'écoute, entendu et compris du plus grand nombre, et notamment de ceux qui ont quitté les rangs des partis républicains ou qui désertent les urnes. Être populiste, c'est considérer que la majorité a raison parce qu'elle est la majorité . »

Voici un extrait du discours de Nicolas Sarkozy intitulé « Pour la France ». Il vise clairement Ségolène Royal, mais, et je ne pense pas qu'il soit assez stupide pour l'ignorer, le populisme ne se réduit pas à la définition qu'il en donne. C'est plutôt reconnaître les désirs de la majorité pour en faire ses projets sans avoir l'intention des les mettre en pratique...Or, si Ségolène Royal rentre dans cette catégorie, lui aussi. Les mesures prises contre la prostitution n'étaient pas plus que des effets d'annonce : la prostitution a simplement été déplacée à la périphérie des villes. Je rappelle le déroulement des faits : un fait divers, une indignation de l'opinion publique dont Nicolas Sarkozy prend acte et qu'il dit partager, sans finalement mettre en œuvre une politique efficace. C'est précisément du populisme.

Voici la suite du discours: « Nous sommes populaires, et nous combattons le populisme. » On le voit bien, le cynisme est présent chez les deux candidats ayant le plus de chance d'être élu au printemps 2007. Il semble donc que les méthodes de communication de tout les candidats (sauf celles de François Bayrou) prennent souvent le masque du populisme...Faut-il en conclure que nos politiques se moquent de nous? Non. La majorité des discours qui ont pour relai les grands médias, et qui sont donc sensés toucher le plus de monde ne brillent pas par leur intelligence, mais après avoir lu les différents discours de Nicolas Sarkozy et de Ségolène Royal, on ne peut nier l'existence d'un contenu politique qui se défend.

Reste tout de même que les grands médias sont, pour beaucoup de personnes, une source importante d'informations sur les candidats et sur la vie politique française, et que les « informations » qui y passent prennent de plus en plus souvent des accents populistes quand elles ne sont pas simplement stupides et mensongères. Pour information, dans les deux équipes de campagne de Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, il existe un poste dédié aux ripostes médiatiques. On a toujours de quoi s'inquiéter.

## La conférence de Téhéran: Bienvenue à Munich II par Sébastien MÉJEAN (E1)

« Telle est la leçon de ces années noires : si l'on transige avec l'extrémisme, il faut bien le mesurer, on lui offre un terreau pour prospérer, et tôt ou tard on en paye le prix. Face à l'extrémisme, il n'y a qu'une attitude : le refus, l'intransigeance ». C'est ainsi que le Président Chirac a rendu hommage le 18 janvier aux Justes français, en martelant que l'on doit apprendre du passé, que parce que « l'antisémitisme peut conduire aux chambres à gaz et à la fabrique de savon » (Ben Gourion), il faut lui livrer un combat sans merci. Malheureusement on ne peut que déplorer l'inadéquation entre le discours du Chef de l'Etat et ses actes.

En effet, l'Iran, avec à sa tête le Président Ahmadinedjad, a organisé une conférence pour contester un des crimes les plus abominables jamais commis et le Ministère des Affaires étrangères français est « indigné ». Les spécialistes du négationnisme sont invités par l'Etat iranien pour nier l'existence de la Shoah et Philippe Douste-Blazy n'en est pas très content. L'histoire se répète et l'homme oublie.

La comparaison entre le régime iranien et le régime nazi peut paraître absurde. Elle ne l'est pas. Leurs présidents ont tout d'abord des ressemblances frappantes. Leur accession au pouvoir relève d'un simulacre démocratique. En effet, l'élection est une condition nécessaire à la démocratie mais pas suffisante. Hitler et Ahmadinedjad ont été élus mais dans des circonstances bien précises : politique de terreur des SA pour le premier et arrestation des dissidents pour le second, autrement dit dans une atmosphère où la liberté d'opinions et d'expression fut tellement bafouée que le qualificatif « démocratique » fait sourire. Ce sont deux hommes providentiels, qui rêvent de redonner leur honneur et leur fierté aux peuples qu'ils représentent ; ainsi Hitler se voulait le héros des Allemands désabusés et Ahmadinedjad celui des Iraniens opprimés. Ces deux hommes sont des harangueurs de foule qui n'hésitent pas à révéler leurs intentions. Car le second point commun entre les deux régimes est une idéologie raciste contre les Juifs. Ne nous y trompons pas, le discours d'Ahmadinedjad sur « l'entité sioniste » renvoie bel et bien à la « juiverie internationale ». Comme le dit justement Pascal Bruckner, « l'antisionisme c'est l'antisémitisme justifié ». Enfin le dernier point commun est la velléité d'expansion de ces deux pays. L'Iran était arrêté à l'Ouest par l'Irak fort de Saddam Hussein, mais avec l'instabilité dans laquelle est plongé le pays, plus rien ne le retient désormais. Ainsi son influence est palpable en Irak au sein de la population chiïte, au Liban avec le contrôle du Hezbollah et à Gaza avec le financement du Hamas. De même l'Allemagne travaillait à étendre son Lebensraum, son espace vital, et regardait en direction de l'Autriche, de la Tchécoslovaquie et enfin de la Pologne. En réalité la situation est similaire : pour justifier leurs vues hégémoniques les deux dirigeants fanatiques s'appuient sur une population frustrée en brandissant l'épouvantail de la menace juive (pardon, israélienne).

Face à ce danger, les dirigeants européens condamnent. Verbalement. Le drame de cette histoire est la mise en place de la même politique de pacifisme inconditionnel qui n'est en fait qu'une lâcheté nauséabonde. Les pourparlers - talmudiques pour être cynique - autour des sanctions contre l'Iran ont commencé le 31 août, soit il y a plus de quatre mois. Et le résultat est presque nul, la réaction européenne n'existe pas. Face à un pays qui adopte un discours scandaleux et qui se donne les moyens de réaliser ses souhaits mortifères, l'Europe avertit, dénonce, rejette et désapprouve.

Cet attentisme est l'autre visage d'une faiblesse refoulée. Et pourtant, l'Europe peut peser et a des moyens de faire reculer l'Iran, car l'Iran est vulnérable. En effet un rapport de septembre 2006 rédigé par la Commission des Affaires Etrangères et de la Défense du Parlement iranien conclut qu'en cas de sanctions occidentales effectivement contraignantes et appliquées, l'Iran « serait forcé de modifier ses priorités nationales, et de consacrer l'essentiel de ses ressources à empêcher un important bouleversement social, qui pourrait causer une détérioration des conditions de vie pour une section importante de la population ». En d'autres termes, si la communauté internationale exerce une pression suffisante sur l'Iran, le régime sera forcé de céder et de renoncer à l'arme atomique au risque d'affronter une dangereuse instabilité et un désordre intérieur généralisé. Alors que peut faire l'Europe ? Rappelons tout d'abord que si l'Iran est une puissance pétrolière incontestable, le pays accuse des faiblesses structurelles dans ce domaine, puisque 40% des produits pétroliers consommés sont importés. En outre 40% des importations iraniennes proviennent d'Europe. Ainsi si aujourd'hui l'Union européenne décrète un embargo sur les exportations de produits industriels (électricité et automobile en particulier) et les produits pétroliers raffinés, le régime iranien se retrouvera demain au bord du gouffre face à un mécontentement social inquiétant et n'aura pas d'autre solution pour se préserver que d'abandonner. La France doit être le moteur de cet engagement européen.

Enfin ceux qui, par aveuglement ou mauvaise foi, affirment que le danger est exagéré, que la sécurité d'Israël soulève toujours des réactions disproportionnées et qu'après tout si Israël a la bombe c'est le droit des Iraniens de la détenir, doivent répondre à la question suivante : un Etat menace votre pays d'être rayé de la carte, conteste un des fondements constitutifs de votre identité nationale et arme des milices qui envoient des roquettes sur vos maisons ; acceptez-vous que cet Etat se dote de la bombe nucléaire ?

## **The digital divide** par Jean-Nicolas REYT (E3)

Over the last twenty years, information technology (IT) has grown from extreme high tech machinery to affordable communication tools, at least in developed countries. The internet and other computer-based applications have drastically changed the way people work, teach and learn. Even if this technologic breakthrough appears as a very powerful tool to make knowledge available to everyone, and thus reduce inequality, IT leaves behind significant parts of the population. In developed countries, people are excluded from this virtual community because they lack the skills to access online media. In underdeveloped countries, where the problem is even deeper, most people don't even have access to a computer.

As computer use becomes a prerequisite to be an actor of the world economy, there are several reasons to believe this Information Revolution will result in a "Digital Divide" that may increase inequalities. Is this growth of inequality in developed countries a transitory phenomenon that will correct itself? Can IT help poorer countries to catch-up with richer countries?

From 1994 to 2000, the NASDAQ index rose from 775 to more than 4'600, which represents a 600% increase. Even if we know today this index - heavily influenced by price of high-tech stocks- was overestimated, there has been undeniably at the end of the twentieth century a boom of the IT industry. The innovations in IT have started to transform the organization of economic activity and its conception.

In most developed countries, the IT development coincides with the widening of the gap between low-income workers and high-income workers. In the United States for example, statistics show that the poorest citizens earn less in comparison to the richest citizens than twenty years ago. Economists think this polarization is mostly due to an increasing demand for highly qualified labor, thus making it harder for low-skilled workers to be competitive candidates on the job market.

In fact, computers only change the productivity of some workers, but not of all of them: workers who do not use computers will not be made more productive by this technological breakthrough. Both low-skilled and high-skilled workers may be better off by taking advantage of the benefits information technology can bring, but the effect on their income will not be equal, which would result on the macroeconomic scale in an increase of inequality.

In developed countries, we might tend to think this inequality would result in a stimulus for young people to get a better education, in order to have a better salary. Reducing the difference of skill levels would probably reduce inequality on the long term.

Technology not only increases inequality within the workforce in developed countries, but also exacerbates inequality between developing and developed countries. Most developing countries do not have the infrastructure to take part as equal partners in this worldwide media adventure. According to Bruce Girard, former director of Latin America's community radio Pulsar, the 20% of world population that live in developed country possess 95% of all computers and 75% of the world's telephone lines. Information Technology seems only for the happy few.

"While this phenomenon can be illustrated by the American example above, India brings another interesting argument to the debate. Food First, the "Institute for Food and Development Policy" claims in one of its report that the idea that IT revolution benefits the poor in India is a myth. "Information technology only contributes 2 percent of total GDP and employs fewer than one million people" the report said, whereas more than "230 million people are employed in the agricultural sector," and they are "unlikely to benefit directly from the technology boom". In India, there are approximately 1.5 telephone lines per 100 persons: most scientists do not have the telephone, the internet, and their universities receive only a few international newspapers. With such poor IT equipment, it seems obvious that developing countries are excluded from the Information Revolution.

Whereas IT is a major step towards and broadens our perspectives for human future, the effect both at the national and international scale is to increase inequality. How can low-skilled workers get in the pace of accelerated modernization? How can a developing country use IT to catch up with the first world if its scientists cannot even browse the internet? Paradoxically, IT comes across as a major impediment to the development of third world countries, and the reduction of inequalities.

## **IRAK: Saddam Hussein** **par Mia Bendgelloun (E1)**

L'ancien Président irakien Saddam Hussein, condamné à mort pour crimes contre l'humanité pour le massacre de 148 chiites du village de Doudjail en 1982, a été pendu à l'aube du samedi 30 décembre dernier à Bagdad. C'était le jour de l'Aid el Kébir, fête musulmane où le croyant sacrifie à Dieu un mouton : le choix de cette date a, de fait, suscité de multiples polémiques et réactions. Sa mort constitue-t-elle comme l'a affirmé le Président Bush un tournant pour l'Irak ?

Le procès aurait pu contribuer au début de l'avènement de la justice et du Droit en Irak, mais il a été bâclé et précipité. Il a abouti essentiellement à une sentence inattendue, contestée et choquante qui relève plus d'un acte de vengeance que de justice, au sens moderne du terme. Quels que soient les crimes de cet homme, il est désormais mort et cette pendaison, dont les images ont fini par être diffusées en intégralité (d'autant plus que le hasard a rapproché la mort de Pinochet, dans son lit et celle de Saddam, pendu), a été perçue comme un acte de barbarie destiné à rabaisser le monde arabe en un jour sacré. La réaction ne s'est pas fait attendre : ironie du sort, les sunnites d'Irak, et même d'ailleurs, l'ont érigé en martyr. Aurait-il finalement réussi sa sortie et nous narguerait-il de là où il se trouve en ce moment ? La justice moderne, libérée de toute intention vindicative, aurait eu pour priorité d'établir la vérité et les responsabilités pour les violations massives des droits de l'homme perpétrées sous le régime de Saddam Hussein. Le procès de sa vie porte sur un seul des nombreux massacres qu'il a commandités. Cette justice tronquée a conduit également à la frustration du peuple kurde : Saddam étant mort, ils n'auront jamais eu leur procès historique. L'extermination de deux cent mille d'entre eux pendant l'opération Al-Anfal en 1988 et les massacres de centaines de milliers de chiites dans l'écrasement de la révolte de 1991 n'auront finalement pas été évoqués. La précipitation dans laquelle a été rendue la sentence n'est-elle pas due à la crainte des Américains que les procès qui n'ont pas eu lieu ne révèlent des vérités gênantes sur le soutien militaire et politique américain, français et britannique dont a bénéficié l'ex-Rais ? Selon toute vraisemblance, ces pays auraient participé indirectement aux deux massacres précédemment cités en vendant des armes de destruction massive à l'Irak, en particulier des armes chimiques qui auraient servi à gazer des Kurdes en 1988.

Quid de l'Irak ? Envahi en 2003 de manière illégale, sans l'accord de l'ONU, et infondée puisqu'on n'y a pas trouvé d'armes de destruction massive et qu'on n'a pas prouvé que l'ex-dictature soutenait les musulmans radicaux et le terrorisme, ce pays est maintenant exsangue.

Il ne cesse de subir les conséquences de la « démocratisation » à laquelle on l'a forcé. La mort de Saddam Hussein y a conduit à une haine encore plus féroce à l'égard des Etats-Unis, à un risque terroriste accru, à une escalade des violences et surtout à une montée des tensions entre sunnites et chiites qui menace gravement de se transformer en guerre civile. Une question se pose : la démocratisation forcée vaut-elle réellement mieux qu'un despotisme éclairé pour les pays arabo-musulmans actuellement en proie aux islamistes radicaux ? La démocratie, émanation de l'Occident est-elle applicable en Orient avec la même efficacité ? Sans oublier qu'il était un dictateur sanguinaire, on ne peut nier que Saddam Hussein a fait connaître à l'Irak un développement industriel et social sans précédent. J'insiste sur le fait qu'il y a presque éradiqué l'analphabétisme, seule manière de combattre à terme l'extrémisme religieux qui se nourrit de l'ignorance des peuples. Alors qu'il a eu recours à la terreur pour imposer ces évolutions, les pays exportateurs de la démocratie, proposent un modèle de gouvernement respectueux des droits et des libertés des citoyens. Cependant, pour mener à bien leur mission, ils se donnent le droit ou se voient forcés d'utiliser la force et d'affamer le pays notamment par l'embargo.

Ainsi, faire la part des choses est loin d'être évident. Saddam est mort, que Dieu ait son âme... ou pas, mais l'Irak, cette nation presque aussi vieille que l'histoire est malheureusement loin de se redresser librement et dignement comme elle le mérite.

## Democracy, compromise, and mediocrity

par Lelio LEMOINE (E2)

Plato did not rate democracy especially high. Actually he downright despised it as the realm of opinion, unstable and misleading. Looking back on History, his insight into the flaws of the system is startling yet fails at some crucial point. Indeed, through various checks and balances and an increasingly educated population, democracy has proven to be a rather stable system, and certainly the only one with long-term respectability and viability.

This stability is achieved through the necessary catering to a sufficient portion of the electorate. Proportionally, agendas are diluted in order to reach a compromise insuring sufficient popularity, or rather minimum antagonism. It is ever smoother to let be rather than make change. France stands out as a case study of how easy it is to move crowds against something yet so darn difficult to get a sizeable majority to agree on anything. Another key factor in political dynamics concerns the importance of motivated and organised minority in keeping privileges against a mostly passive majority, the quasi mythical "silent majority". As a result, rousing the silent majority is all the more difficult since with every other issue it is thinned out into antagonistic communities.

This external pressure is strengthened by similar pressures from within political parties. The same logic of compromise and seduction applies, maybe even highlighted by the superposition of personal ambitions on top of public issues. Personalities come into account, furthering evermore the dilution of strong stances. Here compromise can touch to mediocrity such are the pressures converging towards the non-committal centre. What remains is an unspoken and fruitless status quo.

At this point, paradoxically, stability proves to be treacherous, allowing unsustainable situations to rot and stretch. This misleading stability just ends up leading to a dead end, triggering important political crisis instead of the ideal minute adjustment towards an elusive golden balance. As they say, comes a point when everything must change if everything is to remain the same. The very checks that insure no man stands for too long above the others can lead to a misplaced yearning for the providential man, Plato's arch-enemy.

At the end of the day, the political centre of the spectrum can prove to be a rather treacherous place. The illusion of striking a golden balance is never as strong as at the uneasy compromise of the centre which always magnets candidates of important elections. The ideal politicians would then be someone capable of making reasonable policies of changes shine through petty lobbies thanks to personal charisma. A potential dictator with ethos to keep him steady, in other terms. And when all is said and done, he will still have to go, just in case power turns his head. And so it should be, for isn't democracy "the worst political system, after all the others", "a system that makes sure we are governed no better than we deserve"?